



Instrument de suivi des actions pour l'apprentissage fondamental 2026 :

RÉSULTATS DE L'AFRIQUE





En 2026, l'instrument de suivi des actions pour l'apprentissage fondamental (FLAT) a recueilli des données de 123 pays à revenu faible et intermédiaire pour suivre les progrès des actions gouvernementales en matière d'apprentissage fondamental à travers les cinq dimensions du cadre RAPID. Cet aperçu présente les résultats du FLAT 2026 pour les 52 pays africains disposant de données, en combinant les réponses à l'enquête RAPID de 37 pays et les données sur le renforcement des systèmes issues de l'exercice interne de suivi et de rapportage de l'UNICEF, disponibles pour l'ensemble des 52 pays. Les analyses de tendances reposant sur un sous-ensemble plus restreint de pays disposant de données comparables d'une année sur l'autre, les résultats relatifs aux évolutions dans le temps doivent être considérés comme indicatifs plutôt que définitifs.

Les pays africains mettent en place des bases solides pour les apprentissages, notamment une utilisation croissante des données d'évaluation pour orienter les politiques.

Bilan d'ensemble des progrès

Quatre années de données du FLAT mettent en évidence les progrès réalisés par les pays africains dans la mise en place de bases solides pour les apprentissages, notamment des objectifs de référence clairement définis, un suivi de l'assiduité des élèves à l'échelle nationale et une utilisation croissante des données d'évaluation pour orienter les programmes d'intervention et les politiques éducatives. L'enjeu est désormais de traduire ces politiques et ces cadres en pratiques de classe plus efficaces. Pour combler cet écart, il faut des systèmes qui soutiennent les enseignants, notamment l'accompagnement pédagogique, le leadership pédagogique, des outils d'évaluation formative et le renforcement des capacités à utiliser les données d'évaluation pour orienter l'enseignement.

Les comparaisons d'une année sur l'autre des réponses à l'enquête montrent où les progrès s'installent et où ils accusent un retard. Ces comparaisons sont disponibles pour 14 pays africains ayant répondu à chaque cycle de l'enquête depuis 2023.¹ Parmi ces 14 pays :

Domaines de progrès forts

- **Utilisation, à l'échelle nationale, des données d'évaluation pour orienter les programmes d'intervention** en faveur des apprentissages fondamentaux — enregistrant la plus forte progression de tous les indicateurs suivis, passant de 21 % (3 pays) en 2023 à 79 % (11 pays) en 2026.
- **Mécanismes, à l'échelle nationale, permettant de collecter et de communiquer des informations sur l'assiduité des élèves, et d'agir sur cette base** — en hausse, de 43 % (6 pays) en 2023 à 79 % (11 pays) en 2026.
- **Utilisation, à l'échelle nationale, des données d'évaluation pour orienter les politiques et la planification de l'éducation** — restant l'indicateur affichant la valeur la plus élevée, avec 93 % (13 pays) en 2026, contre 79 % (11 pays) en 2024, année du début du suivi de cet indicateur.

Domaines de progrès limités

- **Utilisation, à l'échelle nationale, des données d'évaluation pour orienter les pratiques de classe** — en recul, à 43 % (6 pays) en 2026, contre 50 % (7 pays) en 2024, année du début du suivi de cet indicateur.
- **Mise en œuvre, à l'échelle nationale, de mesures ayant fait leurs preuves, telles que l'enseignement ciblé** — stable à 14 % (2 pays) en 2026, soit un niveau largement inchangé depuis 2023.

¹ Angola, Égypte, Éthiopie, Gambie, Guinée-Bissau, Libéria, Malawi, Mozambique, Namibie, Ouganda, Rwanda, Sierra Leone, Zambie et Zimbabwe. Les analyses de tendances reposant sur un sous-ensemble plus restreint de pays disposant de données comparables d'une année sur l'autre, les résultats relatifs aux évolutions dans le temps doivent être considérés comme indicatifs plutôt que définitifs.



Il est possible
de tirer parti
des politiques
adoptées par les
gouvernements
en renforçant
les systèmes
nécessaires pour
les mettre en
œuvre, les suivre
et les pérenniser.

- **Recrutement de personnels scolaires spécifiquement dédiés à la santé mentale et au bien-être des élèves** — restant l'indicateur affichant la plus faible valeur, à seulement 7 % (1 pays) en 2026, niveau quasiment inchangé depuis 2023.

Les pays africains doivent désormais s'appuyer sur les bases solides qu'ils ont établies pour accélérer les progrès en matière d'apprentissages fondamentaux. Les priorités suivantes offrent une voie à suivre pour combler les lacunes restantes :

- Renforcer l'utilisation des données d'évaluation en classe en **développant la capacité des enseignants à agir sur la base de données probantes** — avec l'appui du leadership pédagogique, de l'accompagnement pédagogique et d'outils d'évaluation formative — afin que les données sur les apprentissages des élèves se traduisent par un soutien ciblé au quotidien.
- Accroître le recours aux mesures ayant fait leurs preuves, comme l'enseignement ciblé, en **identifiant et en levant les obstacles à leur mise en œuvre** — notamment les lacunes en matière de formation des enseignants, de matériels pédagogiques, de financement et de capacités nécessaires à un déploiement à grande échelle — afin que chaque enfant soit accompagné selon son niveau réel d'apprentissage.
- Favoriser le bien-être global des enfants en **intégrant la santé mentale et le soutien psychosocial (SMSPS) dans les pratiques pédagogiques et le quotidien scolaire**, en formant les enseignants et en mettant les écoles en relation avec des services spécialisés lorsqu'ils sont disponibles.

Note moyenne : Établi

Pour les 52 pays africains disposant de données en 2026, les progrès moyens en matière d'actions en faveur des apprentissages fondamentaux se situent au niveau « Établi » — le troisième niveau de l'échelle de notation du FLAT (sur quatre).² À ce niveau, les mesures de politique éducative et les efforts de renforcement des systèmes sont globalement en place. La priorité est désormais de consolider ces bases et d'en renforcer la mise en œuvre, en particulier au niveau des systèmes qui soutiennent un enseignement efficace ainsi que la santé psychosociale et le bien-être des enfants.

Parmi les 19 pays africains disposant de données comparables pour les deux années, 79 % (15 pays) ont maintenu une note FLAT stable, 11 % (2 pays) ont enregistré une hausse et 11 % (2 pays) une baisse. Si la stabilité peut refléter des acquis qui se sont maintenus dans certains contextes, elle peut aussi traduire une stagnation dans d'autres. À l'échelle du continent, les notes relatives aux mesures de politique éducative tendent à être plus élevées que celles relatives au renforcement des systèmes, ce qui offre l'occasion de tirer parti des politiques adoptées par les gouvernements en renforçant les systèmes nécessaires pour les mettre en œuvre, les suivre et les pérenniser.

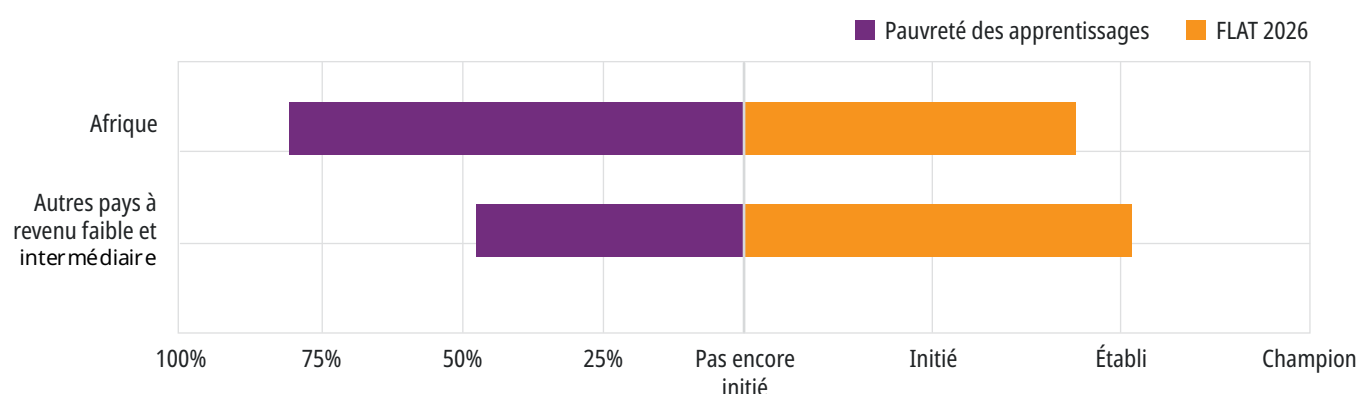
² La note globale de chaque dimension du cadre RAPID correspond à la moyenne des notes relatives aux mesures de politique éducative et au renforcement des systèmes (ou à la seule note disponible, lorsqu'il n'en existe qu'une). La note FLAT globale correspond à la moyenne des notes des cinq dimensions du cadre RAPID. Voir le rapport mondial FLAT 2026 pour la méthodologie complète.





Source : Les moyennes continentales reflètent tous les pays africains disposant de données (données réelles de 2026 ou imputées à partir des données de 2025). Les progrès depuis 2025 sont limités à 19 pays africains présentant la même composition de données sous-jacentes pour les deux années. Ils reposent sur des données réelles, non imputées, lorsque des notes sont disponibles. Un changement de note de $\geq 0,5$ ($\leq -0,5$) est considéré comme une hausse (baisse). Les pays en tête sont sélectionnés parmi ceux disposant à la fois de données sur les mesures de politique éducative et sur le renforcement des systèmes pour la dimension concernée. Le pays en tête pour la note globale est sélectionné parmi les pays disposant de ces deux types de données pour l'ensemble des dimensions.

L'Afrique fait face à un double défi. Par rapport aux autres pays à revenu faible et intermédiaire, les pays du continent accusent un retard non seulement en matière de résultats d'apprentissage, mesurés par la pauvreté des apprentissages, mais aussi en matière d'actions gouvernementales en faveur des apprentissages fondamentaux, comme en témoignent les notes globales du FLAT 2026. Les notes de la plupart des pays africains sont restées inchangées depuis 2025. Comblar ces écarts exigera donc des actions plus ambitieuses et déployées à plus grande échelle que le niveau d'effort moyen actuellement observé dans les autres pays à revenu faible et intermédiaire.

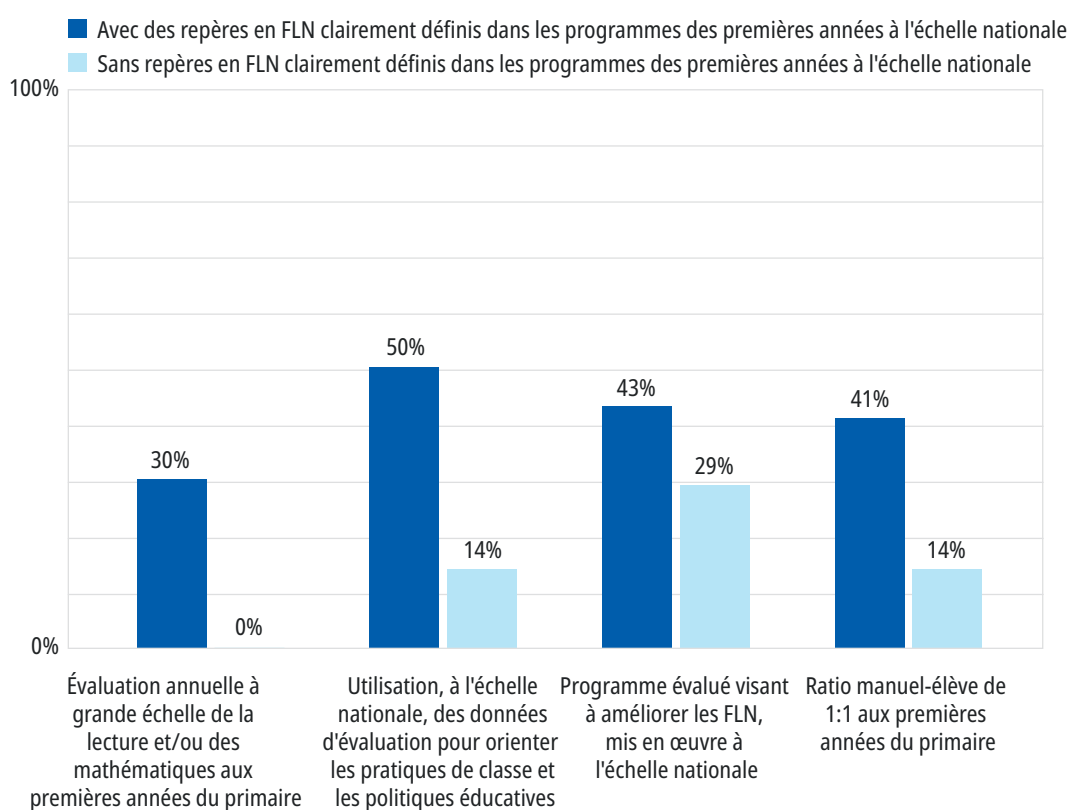


Source : Base de données de la Banque mondiale sur la pauvreté des apprentissages et FLAT 2026. Le graphique représente 72 pays à revenu faible et intermédiaire disposant à la fois de données sur la pauvreté des apprentissages (pondérées en fonction de la population âgée de 10 à 14 ans) et d'une note FLAT 2026.

Les indicateurs RAPID 5 de l'apprentissage fondamental

Introduit en 2024, le RAPID 5 est un sous-ensemble d'indicateurs issus du FLAT dans son ensemble. Il représente cinq leviers essentiels et concrets pour accélérer l'apprentissage fondamental. Les données du RAPID 5 sont recueillies dans le cadre de l'enquête RAPID annuelle.

Des objectifs de référence clairement définis en lecture, écriture et calcul (FLN) constituent l'indicateur le plus fréquemment déclaré du RAPID 5, et les pays qui en disposent tendent à être plus avancés sur chacun des autres indicateurs. En 2026, 81 % des pays (30 sur 37) ont déclaré que les acquis d'apprentissage et/ou les objectifs de référence en FLN étaient clairement définis dans les programmes scolaires des premières années du primaire à l'échelle nationale. Parmi ces pays, les progrès concernant les autres indicateurs du RAPID 5 sont nettement plus importants que parmi les 19 % de pays ne disposant pas d'objectifs de référence à l'échelle nationale. Par exemple, la moitié d'entre eux (15 pays sur 30) déclarent utiliser les données d'évaluation pour orienter les pratiques de classe et les politiques éducatives, contre 14 % des pays ne disposant pas d'objectifs de référence à l'échelle nationale (1 pays sur 7). Toutefois, ces comparaisons montrent une association et non un lien de causalité, et doivent être interprétées avec prudence, compte tenu de la petite taille de l'échantillon des 7 pays ne disposant pas d'objectifs de référence nationaux en FLN.

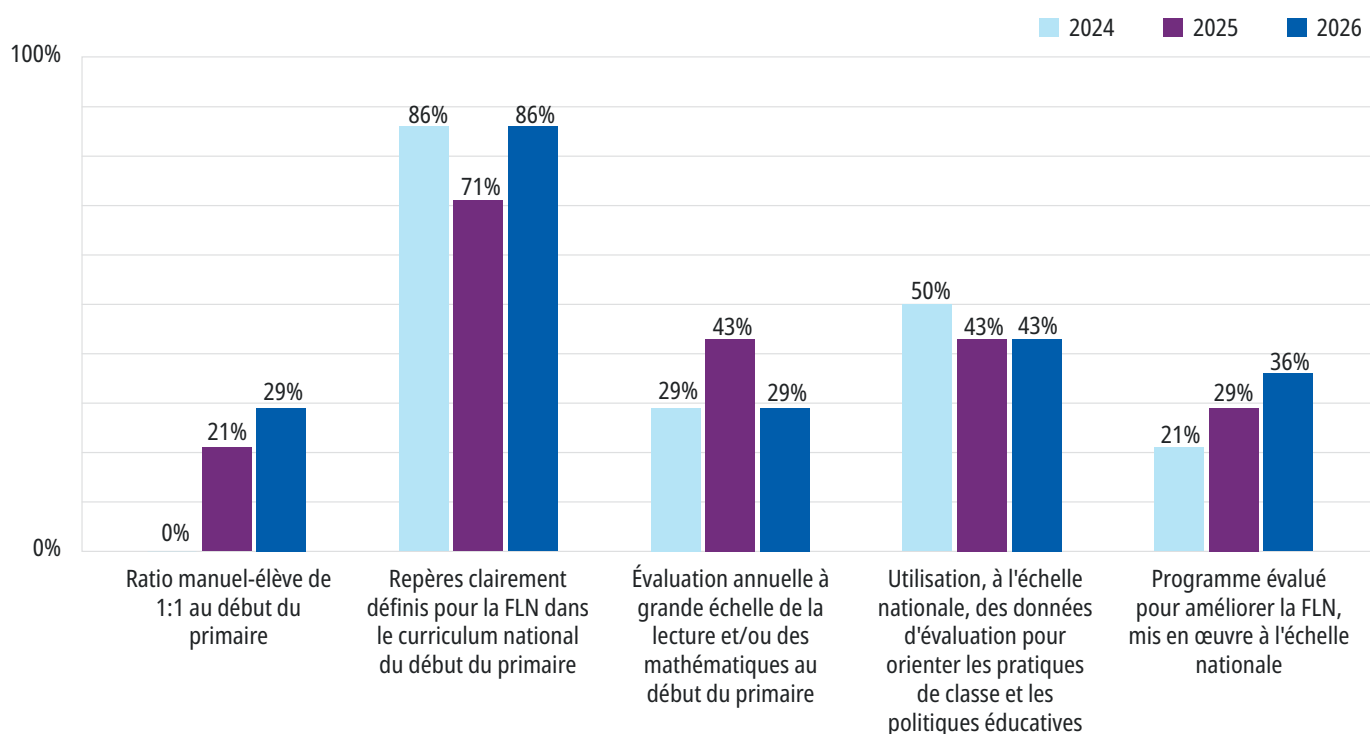


Source: Enquête UNICEF RAPID 2026. Les données portent sur 30 pays déclarant des objectifs de référence en FLN clairement définis dans les programmes scolaires ou les politiques des premières années du primaire à l'échelle nationale, et 7 pays déclarant une mise en œuvre seulement partielle, à petite échelle ou inexistante de ces mêmes objectifs. Ces résultats doivent être interprétés à la lumière des limites de données actuelles. Voir le rapport mondial FLAT 2026 pour la méthodologie complète.

Néanmoins, même parmi la majorité des pays ayant mis en place des objectifs de référence nationaux en FLN, l'évaluation régulière demeure le domaine présentant la plus grande marge de progression : seuls 30 % (9 pays sur 30) déclarent une évaluation annuelle, représentative au niveau national et à grande échelle, de la lecture et/ou des mathématiques aux premières années du primaire. Cela souligne une tendance plus large au sein du RAPID 5 : les progrès sont les plus importants lorsque l'action dépend de normes et d'intrants — tels que les objectifs de référence et les manuels scolaires — mais nettement plus faibles lorsqu'elle dépend de systèmes de mesure et d'utilisation des données probantes, tels que les évaluations régulières.



Parmi les 14 pays disposant de données du RAPID 5 pour toutes les années d'enquête, les plus fortes progressions depuis 2024 concernent le ratio manuel-élève, passant de zéro pays déclarant un ratio de 1:1 en 2024 à 29 % (4 pays) en 2026 — bien qu'il demeure l'un des indicateurs du RAPID 5 les moins fréquemment déclarés, avec les évaluations à grande échelle. En revanche, l'utilisation à l'échelle nationale des données d'évaluation pour orienter à la fois les pratiques de classe et les politiques éducatives a reculé, passant de 50 % (7 pays) en 2024 à 43 % (6 pays) en 2025, et ne s'est pas redressée, tandis que les évaluations annuelles à grande échelle ont fortement diminué au cours de l'année écoulée.



Source: Limité à un échantillon apparié de 14 pays africains ayant répondu à l'enquête RAPID de l'UNICEF entre 2023 et 2026.

Résultats de l'enquête RAPID 2026

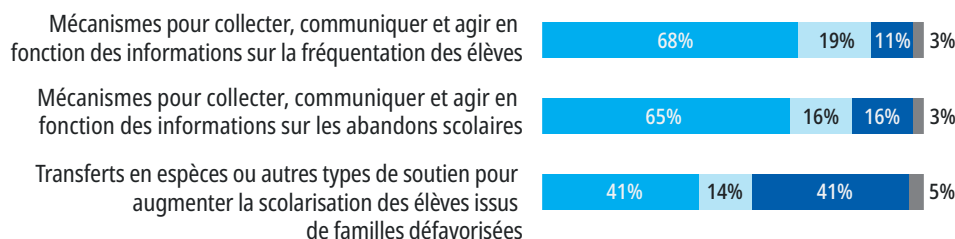
L'enquête RAPID dans son ensemble — dont les données sont disponibles pour 37 pays africains — donne un aperçu de l'ampleur de la mise en œuvre des mesures de politique éducative dans et à travers les dimensions du cadre RAPID. Par exemple, dans la dimension « Donner la priorité à l'enseignement des fondamentaux », les actions ciblant les FLN restent plus développées que celles visant l'apprentissage socio-émotionnel.

L'enquête fournit également des informations qualitatives sur les actions en cours dans les pays. Les exemples ci-dessous, sélectionnés sur la base de notes élevées, de progrès récents ou d'actions spécifiques prometteuses signalées, donnent un aperçu de la manière dont les mesures de politique éducative et les efforts de renforcement des systèmes sont mis en œuvre dans la pratique à travers les différentes dimensions du cadre RAPID.

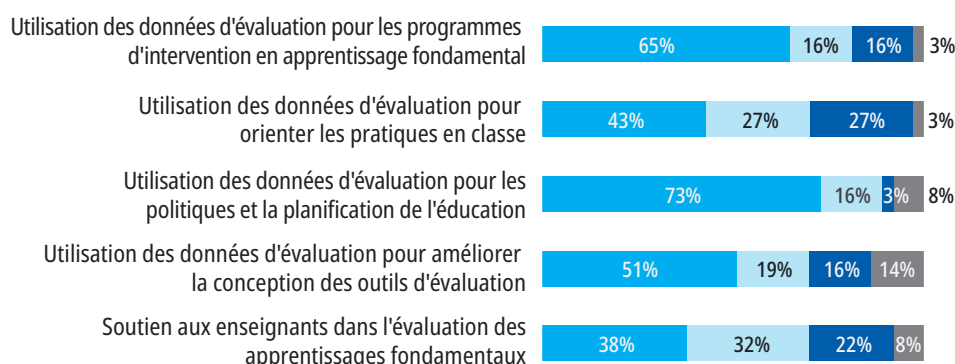




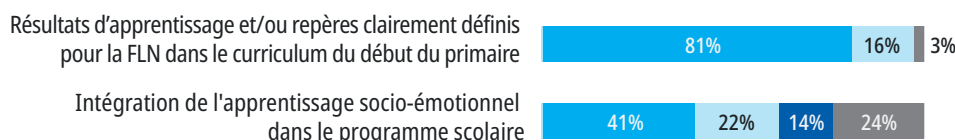
ATTEINDRE CHAQUE ENFANT ET LE MAINTENIR À L'ÉCOLE



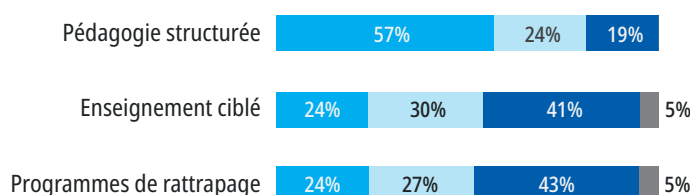
ÉVALUER RÉGULIÈREMENT LES APPRENTISSAGES



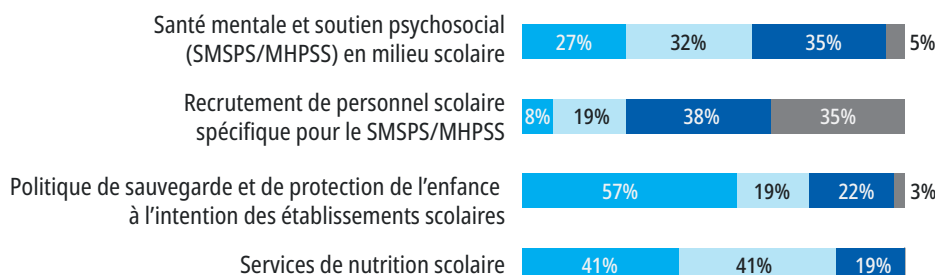
DONNER LA PRIORITÉ À L'ENSEIGNEMENT DES FONDAMENTAUX



ACCROÎTRE L'EFFICACITÉ DE L'ENSEIGNEMENT



DÉVELOPPER LA SANTÉ PSYCHOSOCIALE ET LE BIEN-ÊTRE



Note : La somme des pourcentages peut ne pas être égale à 100 en raison des arrondis.

Au **Mozambique**, le ministère de l'Éducation met en œuvre diverses initiatives, notamment la construction et la réhabilitation de salles de classe dans les zones rurales et difficiles d'accès, la politique de gratuité de l'enseignement primaire visant à réduire les obstacles à l'accès, ainsi que des programmes d'alimentation scolaire dans certaines écoles afin d'améliorer l'assiduité, le maintien scolaire et les acquis d'apprentissage.

En **Ouganda**, après sa mise en œuvre au premier cycle du secondaire, l'évaluation fondée sur les compétences est en cours de préparation en vue de son déploiement au niveau primaire – mettant davantage l'accent sur les compétences démontrées par les élèves et sur leur progression continue, et complétant les évaluations nationales qui fournissent des données probantes sur les acquis d'apprentissage à l'échelle du système.

Au **Kenya**, le programme scolaire fondé sur les compétences (Competency-Based Curriculum) fait des compétences fondamentales en lecture, écriture et calcul l'axe central des classes de 1^{re} à 3^e année, et intègre dans l'ensemble des domaines d'apprentissage des compétences liées à l'apprentissage socio-émotionnel, telles que l'auto-efficacité, la citoyenneté et le sens des responsabilités.

En **Gambie**, la stratégie MEISS (Mainstreaming Effective Intervention Strategy in Schools – Stratégie d'intégration d'interventions efficaces dans les écoles) fait l'objet d'un projet pilote dans 55 écoles publiques. Elle repose sur une approche à plusieurs volets pour l'enseignement des compétences fondamentales en FLN. Elle apporte un appui aux enseignants grâce à une approche de pédagogie structurée, comprenant des plans de leçon scriptés, une supervision continue et une formation intensive des enseignants.

Au **Burkina Faso**, le Gouvernement a renforcé le soutien psychosocial ainsi que la protection et la sauvegarde de l'enfant grâce à l'approche « École sûre », tout en mettant en place un mécanisme intégré afin d'ancrer plus efficacement ces pratiques.

unicef  | pour chaque enfant

Publié par l'UNICEF
3 United Nations Plaza
New York, NY 10017

Courriel : education@unicef.org
Site Web : www.unicef.org

© Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) 2026

Photo De Couverture © UNICEF/UN0929421/Tsiory Ny Aina Andriantsoarana